

Commune - ERCE-PRES-LIFFRE

Analyse Financière et fiscale prospective simplifiée *Période 2019 à 2023*

TRES. LIFFRE



Table des matières

INTRODUCTION	3
ELEMENTS PROSPECTIFS ET HYPOTHESE RETENUE	4
PRINCIPAUX CONSTATS	5
HYPOTHÈSE RETENUE	7
DONNEES PROSPECTIVES DE FONCTIONNEMENT	8
LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	9
LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	10
LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE	11
LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE	12
DONNEES PROSPECTIVES D'INVESTISSEMENT	13
LES DEPENSES	14
LES RECETTES	15
IMPACT GENERAL DE L'HYPOTHESE PROSPECTIVE	18
SITUATION FINANCIÈRE GENERALE	19
CONCLUSION	20
ANNEXE	21
Annexe 1	22

INTRODUCTION

La commune d'ERCE PRES LIFFRE, 1 796 habitants, fait partie de la communauté de communes de Liffré-Cormiers.
Son régime fiscal est la fiscalité professionnelle unique.
Les moyennes de comparaison de l'analyse rétrospective sont le moyennes régionales (608 communes).

ELEMENTS RETROSPECTIFS ET HYPOTHESE RETENUE

PRINCIPAUX CONSTATS 1/2

PRINCIPAUX CONSTATS RETROSPECTIFS

En K€	2016	2017	2018	Croissance annuelle moyenne rétrospective
Résultat Comptable	173	129	132	-12,8 %
Produits réels de fonctionnement	1 169	1 189	1 207	1,6 %
<i>Dont ressources fiscales</i>	348	404	495	19,3 %
<i>Dont DGF et autres dotations</i>	618	554	489	-11,1 %
Charges réelles de fonctionnement	990	1 054	1 069	3,9 %
<i>Dont charges de personnel</i>	570	616	634	5,4 %
<i>Dont subventions et participations</i>	67	56	65	-1,9 %
<i>Dont charges financières</i>	43	40	40	-3,8 %
CAF brute	180	135	138	-12,3 %
Dépenses d'équipement	225	414	141	-20,7 %
Emprunts	66	365	501	175,9 %
Remboursements de dette	160	172	499	76,5 %
Encours total de la dette	1 060	1 253	1 254	8,8 %
CAF nette	20	-37	-361	-

En fonctionnement, la commune a subit sur la période étudiée une hausse de ses charges réelles supérieure à celle de ses produits :

Les charges réelles de fonctionnement augmentent de 3.9% de 2016 à 2018 sous l'effet de la hausse des charges de personnel :

- les charges de personnel qui représentent 59% des charges réelles en 2018 évoluent de 5.4% sur la période et de 2.9% en 2018. Elles représentent 353 €/hab. en 2018, ce qui place la commune au-dessus de la moyenne régionale, 274 €/hab.

- le poste des subventions et participations et les charges financières sont en diminution sur la période, respectivement -1.9% et -3.8%.

Les produits réels de fonctionnement progressent de 1.6% sur la période :

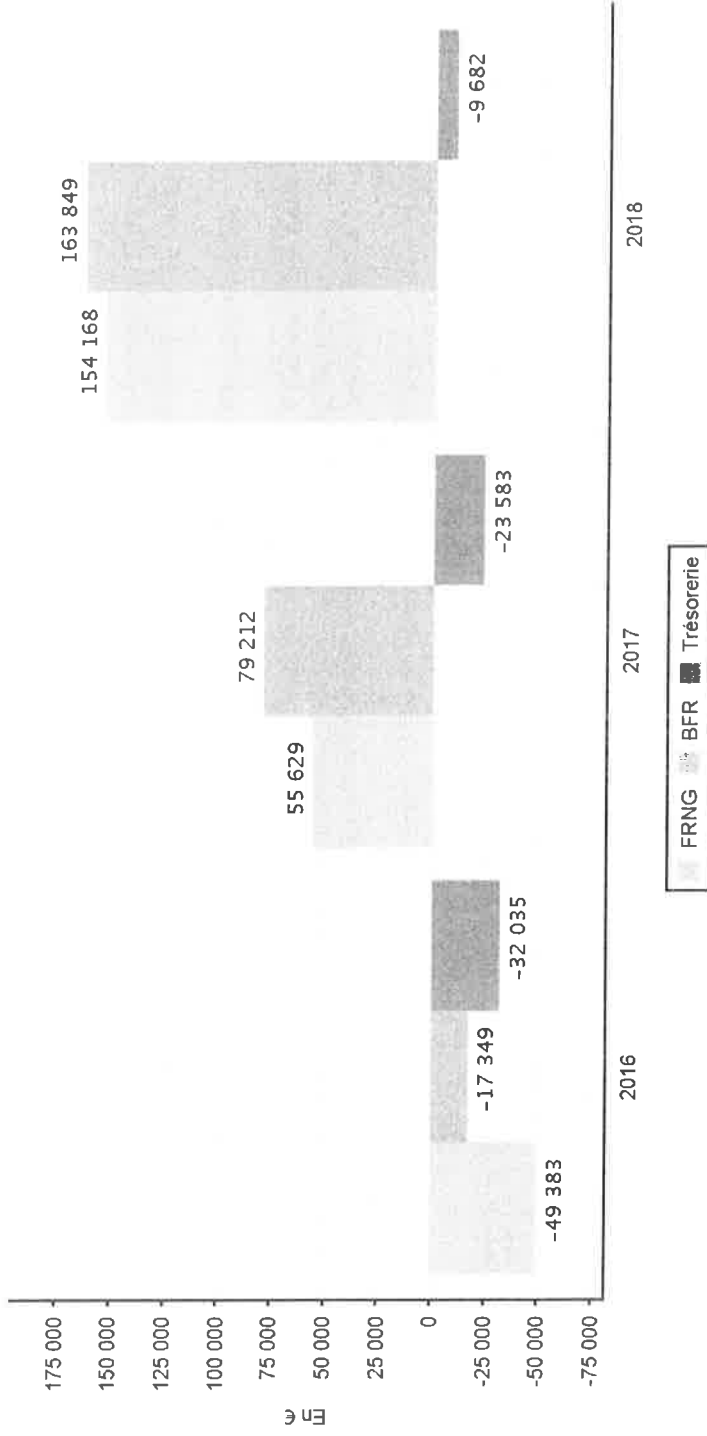
- les ressources fiscales augmentent de 19.3% et représentent 495 K€ en 2018 soit 275 €/hab. pour une moyenne régionale à 435 €/hab.

- La DGF et les autres dotations diminuent de 11% sur la période ; en 2018, la commune a perçu 489 K€ en 2018 soit 272 €/hab. pour une moyenne régionale à 242 €/hab.

Le niveau de la CAF brute s'est nettement érodé sur la période et la CAF nette est négative en 2017 et 2018.

PRINCIPAUX CONSTATS 2/2

L'équilibre financier du bilan



Au bilan, le fonds de roulement net global, qui représente les réserves de la commune, s'est reconstitué sur la période, il représente 154 K€ en 2018 soit 86 €/hab. pour une moyenne régionale à 351 €/hab.

En 2017 et 2018, le FDRNG ne couvre pas le besoin en fonds de roulement et le solde de trésorerie est négatif en 2017 et 2018.

HYPOTHESE RETENUE

RESUME DE LA SITUATION HORS PROJET

En K€	2019	2020	2021	2022	2023	Croissance annuelle moyenne*
Charges réelles	1 092	1 121	1 145	1 170	1 196	2,27 %
Produits réels	1 225	1 244	1 262	1 282	1 301	1,51 %
Dépenses d'investissement	290	301	298	304	272	-15,72 %
Recettes d'investissement	124	83	87	92	96	-30,67 %
<i>dont nouveaux emprunts</i>	45	0	0	0	0	-100,00 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

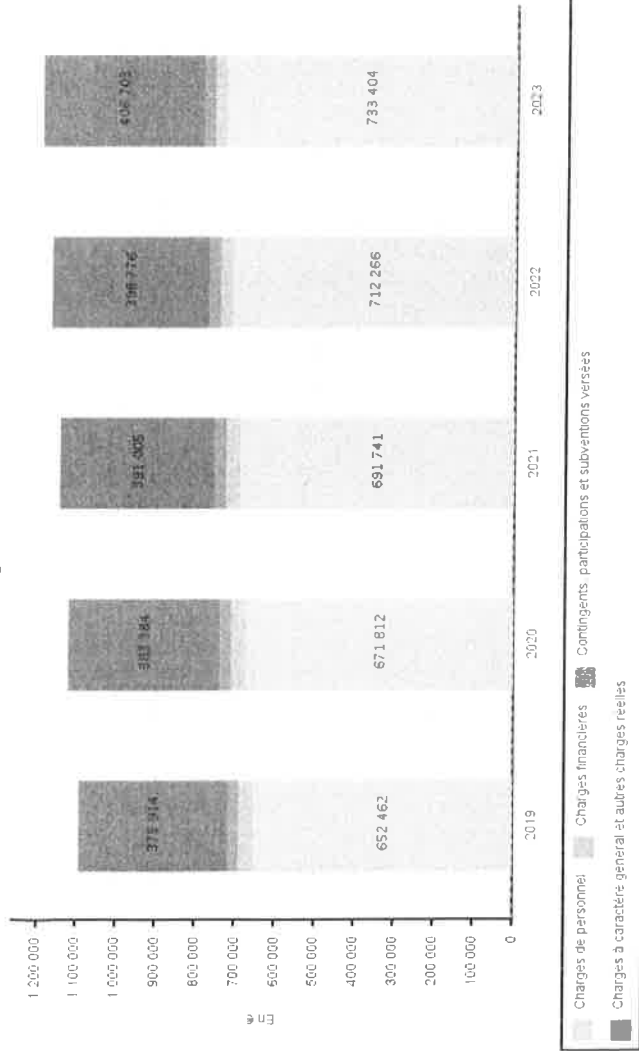
Les principales hypothèses retenue pour les perspectives d'évolution de la commune de 2019 à 2023 sont les suivantes. Elles ont été déterminées selon la moyenne historique corrigée des évolutions de chaque poste dans un principe de prudence. Il s'agit d'une analyse prospective "au fil de l'eau" c'est à dire qui n'intègre pas un projet nouveau d'investissement.

- les charges réelles connaissent une augmentation de 2.27% .
- les produits réels progressent de 1.51%.
- les dépenses d'investissement, dépenses d'équipement et remboursement en capital de la dette, diminuent de 15.72%. Les dépenses d'équipement progressent de 5% chaque année (prospective hors projet nouveau) .
- les recettes d'investissement tiennent compte d'un nouvel emprunt de 45 K€ en 2019. Elles sont essentiellement composées du FCTVA encaissé par la commune (+5% chaque année) et d'une cession d'actif de 145 K€ en 2019.

DONNEES PROSPECTIVES DE FONCTIONNEMENT

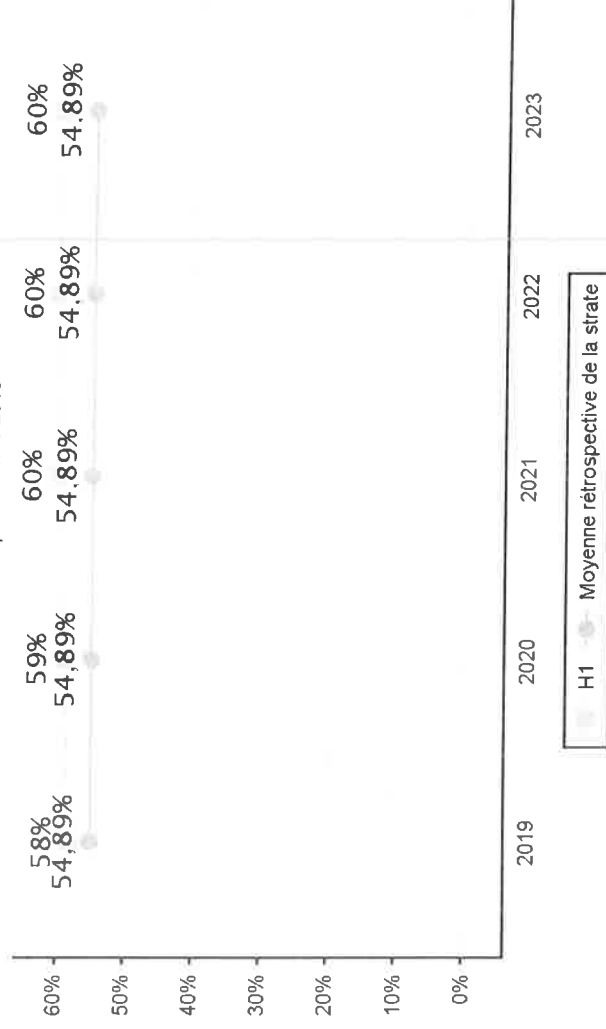
LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Evolution des charges réelles de fonctionnement



Ratio de rigidité des charges structurelles

Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2018



L'évolution des charges réelles de 2019 à 2023 est largement impactée par celles des deux principaux postes de la commune :

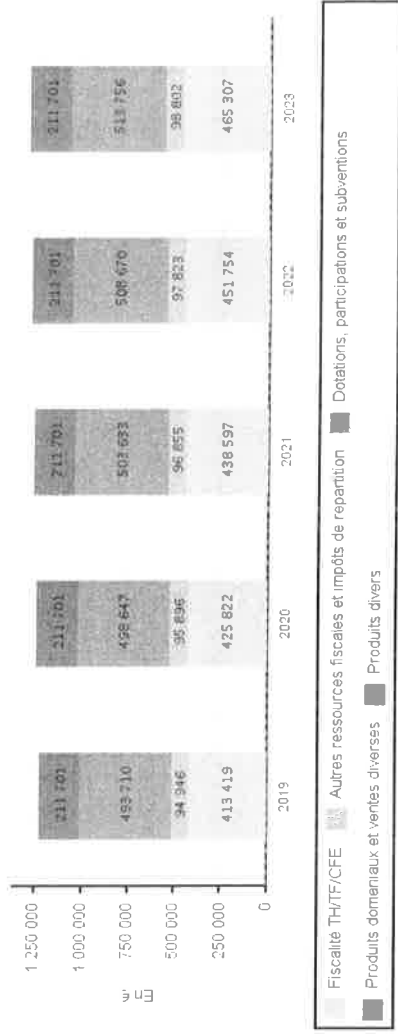
les charges de personnel qui progressent chaque année de 3% et les achats et charges externes de 2%.

Le ratio des charges structurelles qui mesure le rapport entre la somme des charges de personnel, subventions, contingents, participations, charges d'intérêts et le total des produits de fonctionnement se dégrade sur la période. Ce ratio évalue le poids des charges « incompressibles » pour la collectivité et donc, in fine, ses marges de manœuvre en terme de réduction de charges. Les déciles et la médiane permettent de positionner la collectivité en fonction de sa strate au niveau national (attention la strate étudiée est celle de l'année en cours).

Le ratio évolue de 58% en 2019 à 60% en 2023 situant la commune largement au dessus de la moyenne rétrospective de la strate régionale, 54,89%.

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Evolution des produits réels de fonctionnement

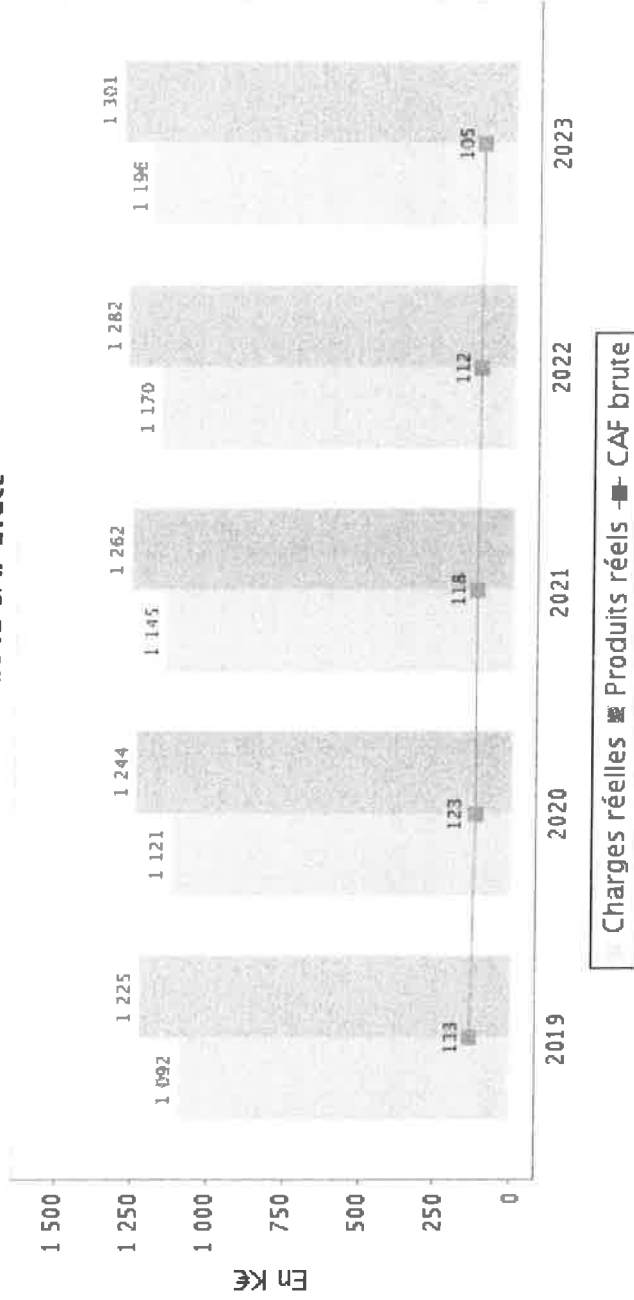


L'évolution des produits les plus significatifs est la suivante :

- l'évolution des dotations, participations et subvention a été fixée à 1% par an dans un principe de prudence.
- les produits de la fiscalité évoluent de 3% par an. Pour rappel, les produits fiscaux repris ne constituent que les recettes fiscales sur lesquelles la collectivité dispose d'un pouvoir de fixation des taux cependant la commune ne dispose que de peu de marge de manœuvre dans ce domaine.
- les produits domaniaux et ventes diverses ont été figés au montant de 2018, 211 701 € par an.

LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE

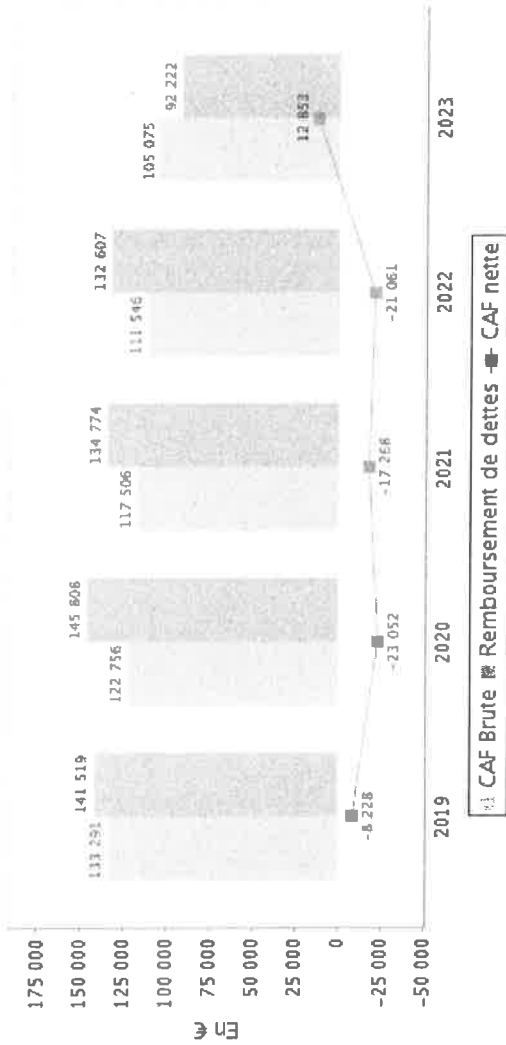
Evolution de la CAF brute



Sous l'effet de l'augmentation des charges réelles plus rapide que celle des produits réels, la CAF brute s'érode régulièrement :
 En 2018, elle représentait 138 K€ soit 77 €/hab. pour une moyenne régionale à 196 €/hab.
 En 2023, elle serait de 105 K€ soit 58 €/hab.

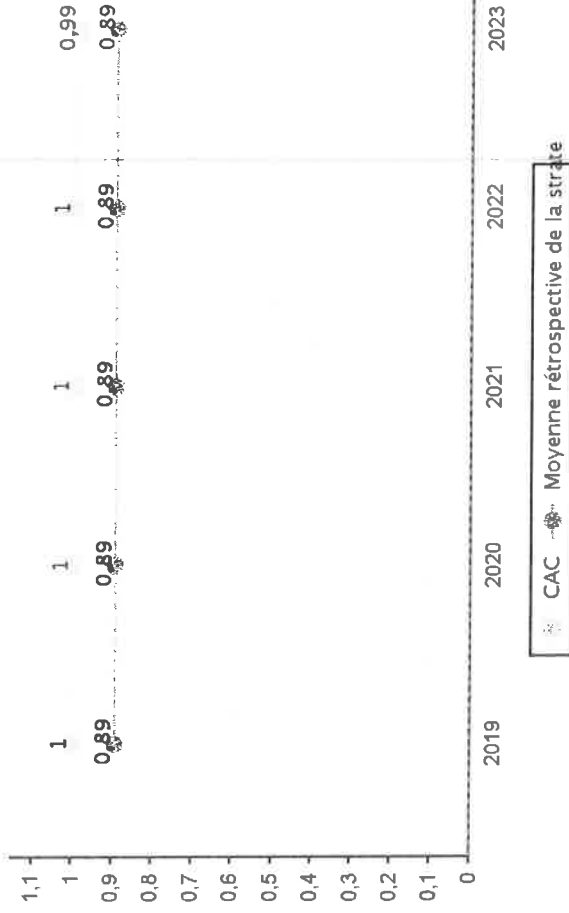
LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT NETTE

Evolution de la CAF nette



Coefficient d'Autofinancement Courant

Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2018



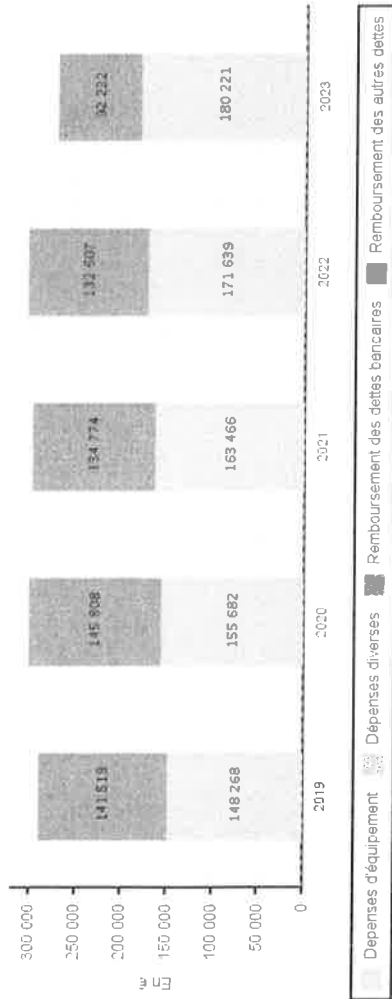
La CAF nette est négative de 2019 à 2022 : la commune ne dégage plus d'autofinancement de ses dépenses d'équipement.

Le coefficient d'autofinancement courant (charges de fonctionnement+remboursement de la dette/produits de fonctionnement) mesure la capacité de la commune à financer ses investissements . Plus il est proche de 1 moins la commune a de marges de manoeuvre. Le CAC est à 1 sur la période, supérieur à celui de la moyenne rétrospective de la strate : 0,89.

DONNEES PROSPECTIVES D'INVESTISSEMENT

LES DEPENSES

Evolution des dépenses d'investissement



Les opérations d'investissement dans la prospective hors projet sont réputées stables et connues : l'absence de nouveau projet, la connaissance des dépenses récurrentes, des restes à réaliser et des charges financières à venir ainsi que l'impact des emprunts déjà prévus permet une prévision fiable en collaboration avec les informations que pourrait fournir l'ordonnateur.

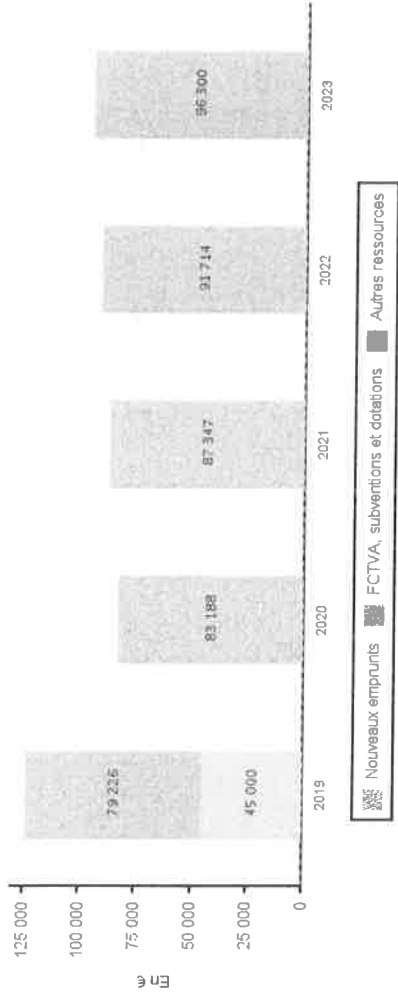
Dans cette hypothèse, les dépenses d'équipement courantes évoluent de 5% . Les remboursements d'emprunt incluent les remboursements d'emprunts déjà contractés et ceux des emprunts nouveaux (45 K€ en 2019).

Répartition des remboursements d'emprunts

En %	2019	2020	2021	2022	2023
Remboursement de nouveaux emprunts	6,00 %	6,00 %	7,00 %	7,00 %	10,00 %
Remboursement d'emprunts déjà contractés	94,00 %	94,00 %	93,00 %	93,00 %	90,00 %

LES RECETTES

Evolution des recettes d'investissement

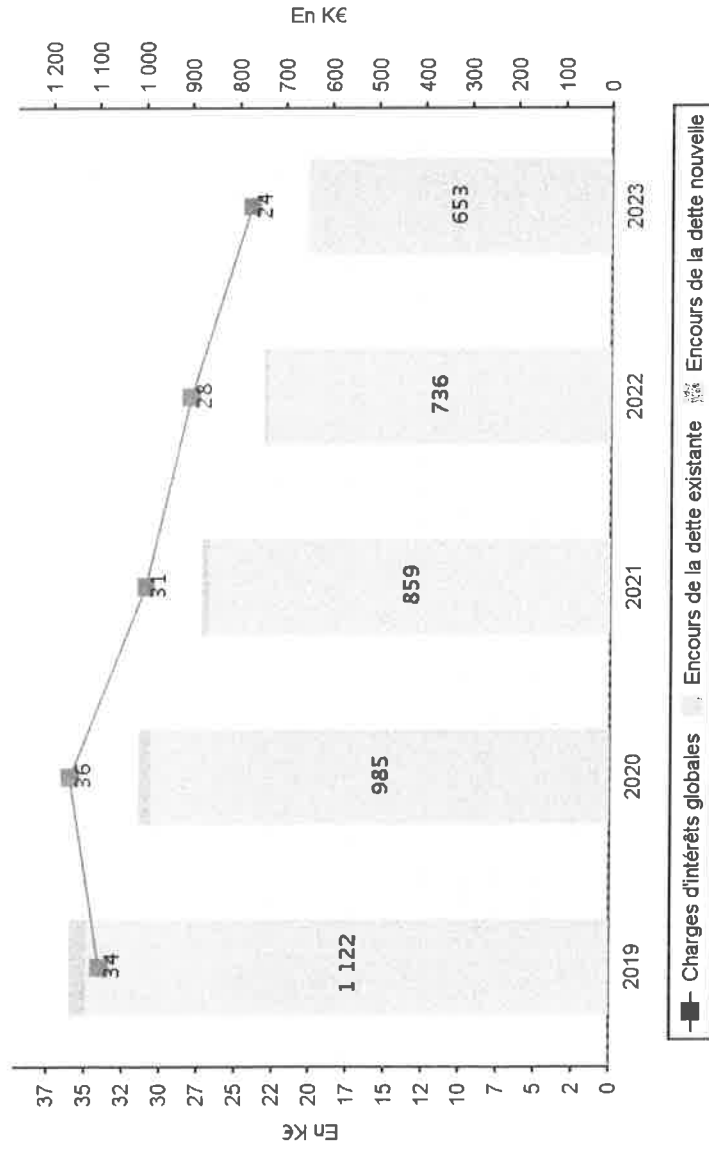


Dans cette hypothèse, les recettes d'investissement sont celles du FCTVA perçu qui évoluent de 5% par an.

L'ENDETTEMENT

Evolution de l'endettement

En l'absence de nouveaux emprunts à partir de 2020, la commune se désendette progressivement.



LES RATIO D'ENDETTLEMENT

Ratio d'endettement

	2019	2020	2021	2022	2023
Ratio encours global	0,95	0,81	0,70	0,58	0,50
Ratio hors nouveaux emprunts	0,92	0,79	0,68	0,57	0,50
Moyenne rétrospective de la strate*			0,80		

* Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2018

Capacité de désendettement

	2019	2020	2021	2022	2023
Ratio encours global	8,69	8,25	7,47	6,68	6,21
Ratio hors nouveaux emprunts	8,39	8,00	7,29	6,57	6,19
Moyenne rétrospective de la strate*			3,94		

* Moyenne rétrospective observée sur la strate nationale pour l'année 2018

Le ratio d'endettement permet d'apprécier la solvabilité de la commune, à savoir sa capacité à rembourser ses dettes financières à partir de ses produits de fonctionnement.

La capacité de désendettement traduit en nombre d'années la capacité de la collectivité locale à rembourser l'intégralité de sa dette si elle y consacrait tout son autofinancement. Ces deux ratios, qui étaient dégradés en 2018, s'améliorent mécaniquement jusqu'en 2023, la commune ne s'endettant pas d'avantage.

IMPACT GENERAL DE L'HYPOTHESE PROSPECTIVE

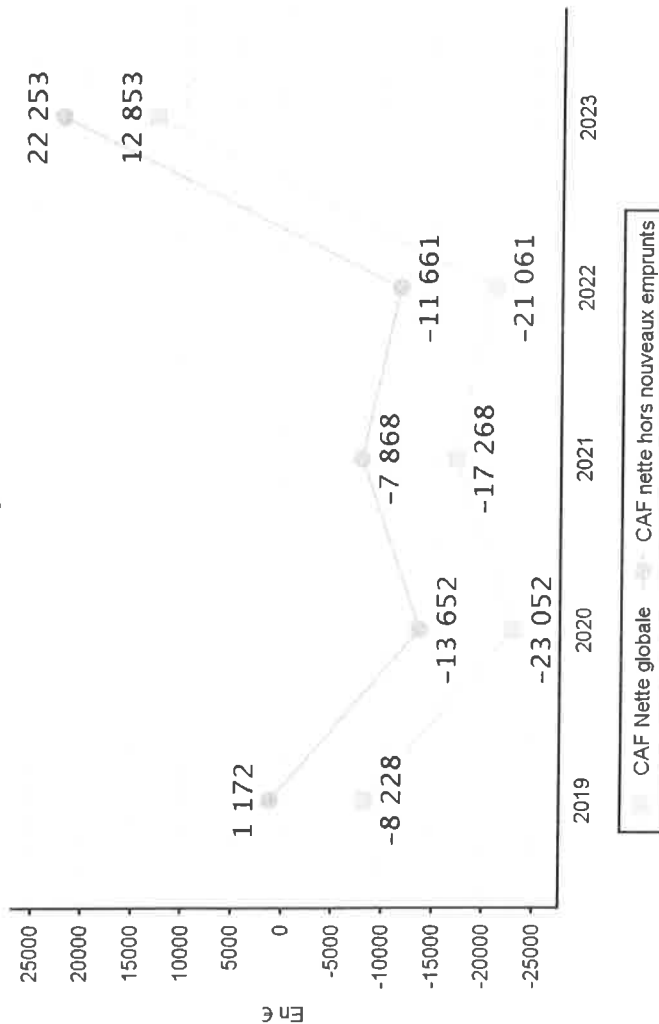
SITUATION FINANCIÈRE GÉNÉRALE

Besoin de financement global

En €	2019	2020	2021	2022	2023	Croissance annuelle moyenne*
CAF Brute globale	133 291	122 756	117 506	111 546	105 075	-5,31 %
Dépenses d'investissement	289 787	301 490	298 240	304 246	272 443	-15,72 %
Recettes d'investissement	124 226	83 188	87 347	91 714	96 300	-30,67 %
Opération pour le compte de tiers	0	0	0	0	0	-
Impact sur le fonds de roulement	-32 270	-95 546	-93 387	-100 986	-71 068	-
Besoin de financement initial (sans nouveaux emprunts)	67 870	86 146	83 987	91 586	61 668	-

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

Impact des nouveaux emprunts sur la CAF nette



De 2019 à 2022, dans un contexte de CAF brute globale insuffisante pour rembourser les charges de la dette et dégager de l'autofinancement pour financer les dépenses d'équipement, la commune se voit dans l'obligation de prélever sur ces réserves un montant total de 393 257 €.

Or le niveau du fonds de roulement au 31/12/2018 est de 154 169 €.

Il convient de rappeler que le rôle du fonds de roulement n'est pas de financer les dépenses de fonctionnement mais de pallier au décalage entre les recettes et les dépenses à court terme.

Dans ces conditions, la commune d'Erce-Près-Liffré pourrait connaître à court terme une accentuation de ses tensions de trésorerie et une situation bilanzielle structurellement dégradée.

CONCLUSION

En conclusion, il convient de faire la synthèse des principaux constats tirés de cette simulation prospective de la commune d'Ercé-Prés-Liffré :

- En suivant l'évolution historique corrigée des charges et des produits réels de la commune, ces derniers augmentent respectivement de 2.27% et de 1.51%. Dans ces conditions, les ratios d'analyse financière, CAC et rigidité des charges structurelles se dégradent fortement sur la période. Sans un effort pour contenir les charges, notamment celles de personnel, l'équilibre des sections de fonctionnement et d'investissement de la commune risque d'être structurellement atteint.

- En poursuivant un effort moyen d'investissement sur les années à venir, la commune ne pourra pas continuer à prélever sur ses réserves dont le niveau était déjà faible en 2018 et aura des difficultés à recourir à la dette qui impacterait d'avantage sa faiblesse en fonctionnement.

ANNEXE

Annexe 1

DETAIL DE LA SITUATION HORS PROJET

En K€	2019	2020	2021	2022	2023	Croissance annuelle moyenne*
Charges à caractère général et autres charges réelles	376	383	391	399	407	1,99 %
Achats et charges externes	272	277	283	289	294	2,00 %
Impôts et taxes (hors taxes sur rémunération)	5	5	5	5	5	1,00 %
Autres charges réelles (dont subventions versées)	99	101	103	105	107	2,00 %
Contingents et participations	27	28	28	29	29	2,00 %
Charges financières	36	38	34	30	27	-7,80 %
Charges d'intérêts globales	34	36	31	28	24	-8,45 %
Autres charges financières	2	2	2	2	2	1,00 %
Charges de personnel	652	672	692	712	733	2,97 %
Rémunération du personnel et charges sociales	641	661	680	701	722	3,00 %
Personnel extérieur	0	0	0	0	0	-
Impôt, taxes et versements assimilés sur rémunérations	11	11	11	12	12	1,00 %
Total : CHARGES REELLES	1 092	1 121	1 145	1 170	1 196	2,27 %
Fiscalité TH/TF/CFE	413	426	439	452	465	3,00 %
Autres ressources fiscales et impôts de répartition	95	96	97	98	99	1,00 %
Dotations et participations-subventions	494	499	504	509	514	1,00 %
Produits domaniaux et ventes diverses	212	212	212	212	212	-0,00 %
Produits divers (travaux en régie, produits financiers et exceptionnels réels)	11	11	12	12	12	1,00 %

En K€	2019	2020	2021	2022	2023	Croissance annuelle moyenne*
Total : PRODUITS REELS	1 225	1 244	1 262	1 282	1 301	1,51 %
CAF BRUTE	133	123	118	112	105	-5,31 %
Dépenses d'équipement courantes	148	156	163	172	180	5,00 %
Dépenses diverses	0	0	0	0	0	-
Remboursement des dettes bancaires globales	142	146	135	133	92	-28,67 %
Remboursement des autres dettes	0	0	0	0	0	-
Total : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	290	301	298	304	272	-15,72 %
Nouveaux emprunts (y compris emprunts contractés non mis en paiement)	45	0	0	0	0	-100,00 %
Opérations d'investissement, autres dotations et fonds globalisés	79	83	87	92	96	5,00 %
Autres ressources, cession d'actifs	0	0	0	0	0	-100,00 %
Total : RECETTES D'INVESTISSEMENT	124	83	87	92	96	-30,67 %
Opérations pour le compte de tiers	0	0	0	0	0	-
IMPACT SUR LE FONDS DE ROULEMENT	-32	-96	-93	-101	-71	-
Encours de dettes	1 158	1 012	877	745	653	-12,25 %

* constatée entre la dernière année de rétrospective et la dernière année de prospective.

